
LEX PARLIAMENTARIA;

OU

TRAITÉ

DE LA

LOI ET COUTUME

DU

Parlement d'Angleterre.

CHAPITRE I.

Des Parlements en général, leur définition, parties constituantes, &c. avec une dissertation brève de l'origine et de la nature de nos Parlements Anglois, Saxons et Normands.

LE mot *Parliament* en François *Parlement* et en Espagnol et Italien, *Parlamento*, dérive principalement du François *Parler*, et suivant l'opinion du Lord *Coke* et de plusieurs autres, le Conseil Général ou l'Assemblée Nationale de ce Royaume est appelé ainsi, parceque chacun de ses Membres doit, dans les matieres qui y sont débattues, *parler*

Minshew in
verbo Par-
lamt.
Spelm.
Gloss. verbo
debate,
Voyez *Coke*
on littl. p.
110. 164.
Spelm Gloss.
in verbo par-
lament.
Hales of
la

B

Parlia. 188.
Elfing of
Parliam.
167. 4. Infl.
8. Bohun's
Collection
358.

la mente, c'est-à-dire, parler librement d'après son opinion : et quoique quelques Auteurs aient combattu ce dérivé, cependant il est évident, par la nature même et l'essence du Parlement, que chacun de ses membres doit parler librement sur ce qui regarde le bien public ; et cette liberté des débats est de nos jours constamment réclamée par l'Orateur de la Chambre des Communes à l'ouverture de chaque nouveau Parlement & on y persiste comme dans une chose de droit.

Mintnew ut
Supra.
Voyez Vin-
cent Lupar-
nus lib. 2.
c. Parliam.
N^o. 88.
Vide Du
haillan Paf-
quier, &c.
des Parle-
ments Fran-
çois.

Le mot *Parlement* est actuellement usité en France pour désigner une des Cours de Justice Souveraines du Royaume où les causes & difficultés des hommes sont entendues et jugées en dernier ressort ; il y en a sept, savoir, 1^{er}. Celui de Paris, Supérieur aux autres. 2^e. Celui de Toulouse. 3^e. De Grenoble. 4^e. D'Aix. 5^e. De Bourdeaux. 6^e. De Dijon. 7^e. De Rouen, auxquels quelques uns ajoutent un 8^e. Celui de Rhenes en Bretagne.

Sir Thos.
Smith de
Repub. lib.
Angl. lib.
c. 1. 2.
Oro. Jur.
Fr. &c.
Cambd. Br.
c. 4. Infl. 1.

Mais avec nous en Angleterre (ou plutôt dans la Grande Bretagne) l'Assemblée générale de tous les Etats du Royaume, savoir, le Roi, les Lords & les Communes (où chaque homme libre est dit-on présent, soit par lui-même ou son représentant & qui sont réunis ensemble pour traiter du bien commun, principa-

palemment

palemment pour faire des loix et des Statuts) est proprement définie *un Parlement*; et ses Loix & Statuts, quand ils sont passés, sont véritablement des *Actes de Parlement*.

Il est vrai que plusieurs Auteurs ont eu des opinions différentes (et toutefois les *Actes du Parlement diffèrent*) sur les trois états ; quelques uns soutiennent (disant que le Roi en est la tête et ne compte pas) que les trois états consistent 1^o. Des Lords Spirituels. 2^o. Des Lords temporels, & 3^o. Des Communes, mais d'autres disent, avec plus de raisons, que le Roi est un des trois Etats qui composent le Parlement, et que le second est composé des Lords spirituels et temporels conjointement ; car, disent-ils, quoique les Archevêques et les Evêques soient appellés spirituels, ils ne siègent en Parlement que comme Barons temporels, en raison des Baronies temporelles annexées à leurs Evêchés, et non pas parcequ'ils sont des personnages spirituels. Et pour confirmer leur opinion ils soutiennent de plus, 1^o. Qu'aucun Evêque, malgré son élection, sa consécration, confirmation, &c. ne peut être Lord et siéger en Parlement jusqu'à ce que le Roi lui ait accordé le temporel d'un Evêché. 2^o. Qu'en vertu du Statut L. E. 6. c. 2. encore en force, le Roi

Of the
three Estates
viz. 1 Kings.
Cottons re-
cords, 709.
710. 4. Infl.
1.
Hales of Par-
liaments 1.
Finch's ne-
mot. lib. 2.
c. 1. 2. the
Lords.
Sadler's
Rights of
the King-
dom, p. 79.
to 95.
Kelway's
rep. 184.
Stamf p.
Cor. 153.
Voyez Bag-
shaw's rea-
ding p. 17.
to 21.

N. B. Quoi-
que ce Statut
ait été abro-
gé par la
Reine Ma-
rie, cette a-
brogation a
été levée par

B 2

peut

la Reine Eliz. tel que le Parlement à Barry, 24. E. 1. 1. El. tous les actes relatifs à la religion passèrent *disfentibus Episcopis*. voyez Journal dom. Procer. 11. H. 7. 27.

Bro. par. 107.
Kelway 184.
3. the Commons. voyez ci-après.
Voyez Sadler's Rights par. 79. 10. 93.

Pour le nombre des

peut nommer des Evêques par Lettres Patentes sans élection ou consécration ; et 3°. Que des Parlements ont été tenus et peuvent l'être encore, *excluso clero*, les Evêques et le Clergé exclus ; que même plusieurs de nos plus avantageux Statuts ont passé contre l'opinion du Clergé entier. Ce qui prouve, disent-ils, que les Evêques ne sont pas une partie essentielle, ni un des trois états du Parlement. Et dans le terme de la Trinité 7. H. 8. tous les Juges d'Angleterre furent d'opinion que le Roi pouvoit bien tenir son Parlement par lui-même et les Lords temporels et les Communes sans aucun Evêque ou les Lords spirituels.

Le tiers Etat dont nous allons particulièrement traiter, consiste, comme chacun en convient, des Chevaliers, Citoyens & Bourgeois avec les Barons des *cing ports*, qui tous aujourd'hui étant élus par les libres votes des hommes libres de la Grande Bretagne, sont véritablement regardés le corps représentant le peuple, et constituée cette partie du Parlement que l'on nomme ordinairement la *Chambre des Communes*, *House of Commons*. N. B. L'ancien *modus tenendi parl.* compte six degrés ou ordres du Parlement, mais cette division ne peut pas être appellée six Etats.

Le nombre des Représentants, me pa-

roit

roit avoir autrefois varié, suivant qu'il plaisoit aux Sheriffs des Comtés (on ne sçait pour quel motif) de diriger leurs préceptes aux différentes Cités ou Bourgs dans leurs Comtés respectifs, ou suivant qu'ils faisoient leurs retours, mais il paroît qu'il y avoit une autre cause de cette variation, qui étoit, qu'il étoit d'usage au Prince lorsqu'il montoit sur le Trône d'accorder des Chartres à d'anciens Domaines Royaux et à d'autres Villes populeuses qui les érigeoient en Bourgs libres, ce qui leur donnoit le droit d'être représenté en Parlement ; et par cet artifice, et plusieurs autres, la Couronne avançoit ses intérêts dans la Chambre des Communes.

Il faut cependant avouer que par l'ancienne Constitution il n'y avoit pas d'autres Représentants du tiers état en Parlement que les Chevalliers des Comtés, les Barons des cinq ports, les Citoyens des Cités et les Bourgeois des anciens bourgs ; et que leurs élections ne devoient être faites que par ceux qui étoient propriétaires de franc aleu ou de terres libres dans des Bourgs. Ce qui conséquemment excluait tous vilains ou Serfs ainsi que les tenanciers d'anciens domaines (qui étoient vilains du Roi) et les tenanciers d'autres Lords, d'être élus ou électeurs.

Représentants, voyez la préface de Willis à son premier vol. de not. parl. Byrn of parliamentary writs.

Orompt. of Courts, f. 2. 3. &c. Stat. 23. H. 6. c. 11.

Stat. 12. R. 2. c. 12. Crom. 2. 8. 4. 5. Bro. Ant. Dem. 431. Parl. 90. Reg. 261. Nat. Bie. 14.

Cette

Voyez Ro-
han's Col.
per tot.

The repre-
sentative of
London &
Wesl. p. 14
to p. 21.

Spelm. in
voce major.

Cette pratique d'augmenter le nombre des Représentants des Communes com-
mença très à bonne heure, même du
tems du Roi *Jean* (si ce n'est plutôt)
car je trouve que c'étoit la façon de
ce Prince d'accorder ordinairement
des Chartres aux anciennes Villes Royales
telles qu'étoient les Villes des Ports
de mer, et de les ériger en Bourgs libres;
et c'est ainsi je pense, que *Bridport, Dor-*
chester, Harwich, Hetstone, Kingston,
Sur, Hull et plusieurs autres Villes Ro-
yales ont été érigées en Bourgs libres,
lesquels, dans le principe, n'avoient pas
droit d'être représentés en Parlement.

Fortescue,
p. 40.

Mais quelques moyens que l'on eut
pris alors pour augmenter le nombre de
la Chambre des Communes, je trouve
que leur nombre est à peu près le même
depuis la fin du règne d'*Henry VI.*
jusqu'au commencement de celui d'*Hen-*
ry VIII. c'est à dire 300.

MS. Penes.
authorem.

Qu' <i>Henry</i> 8. augmenta le nom-	bre de	38
Le Roi <i>Ed.</i> 6. de		44
La Reine <i>Marie</i> , de		25
Le Reine <i>Elizabeth</i> , de		62
<i>Jacques</i> 1. de		27
Et <i>Charles</i> 1. d'environ 10. à	12	

Enforte qu'au temps du rétablissement
de *Charles* 2. le nombre étoit d'environ

500

500, mais les Communes vers ce tems
mirent un frein à cette pratique dangé-
reuse pour l'avenir, et déclarèrent nulles
les élections faites en vertu des chartres
de ce Prince; cependant comme *Chef-*
ter avoit eu le droit d'envoyer deux
Membres pour le Comté et deux pour
la Ville en vertu d'un Statut de la
34. 35. d'*Henry* 8. il fut passé un
Acte la 25. de *Charles* 2. qui donnoit le
droit à *Durham* d'en envoyer pareille-
ment quatre, de manière que le nom-
bre de la Chambre des Communes s'é-
levoit à 513, lors de l'union des Ro-
yaumes d'*Angleterre* et d'*Ecosse* et ayant
eu par l'*Acte d'union* une augmentation
de quarante-cinq Membres *Ecossois*, ceci
fit monter la totalité à 558 telle qu'elle
est aujourd'hui.

Mr. *Prym* & autres observent que nos
anciens se servoient pour plusieurs phrases
et expressions pour signifier l'Assemblée
Parlementaire; comme *Magnates regni,*
omnes regni nobiles, proceres & fideles
regni, universitas regni, communitas reg-
ni, discretio totius regni, generale concil-
ium regni, et de quantité d'autres qui
changeoient d'âge en âge le titre, jusqu'à
ce qu'enfin on adopta le mot *Parliament*
Parlement.

Voyez les différens renseignements et
exemples à ce sujet dans l'appendix de
Mr.

Stat. 34. 35
H. 8. c. 13

Stat. 25. c.
2. c. 9.

St. 5. An.
c. 8.

Denomina-
tions des par-
lements,
Prym's
rights of the
com. &c.
P. 99.

Spelm.
Glossary in
verb. parla.
& debat.

Pryn's
truth tri-
umphing o-
ver falshood,
&c. f. 69.
Pryn's, an-
tient Rights,
dec. p. 68.

Sir Rob.
Atkyns's ar-
gument p.
18. voyez
ci-après.

Rymer's
view of Go-
vern. p. 13.
14. &c.
Cæsar de
bello gallico
l. 5. p. 87.

Tacitus de
morbis
Germanor
&c. Rymer
comme def.
fuit Sadler's
rights, p. 79

Mr. Petyts *Miscellanea Parliamentaria*.

Mr. Pryn dit aussi, qu'il paroît par plusieurs anciens exemples avant la conquête que tous nos premiers Synodes et Conseils n'étoient autre chose que des Parlements ; et que nos Rois, les Nobles, les Sénateurs, les Echevins, les Prudhommes, les Chevalliers & les Communes étoient ordinairement présents et y votoient comme Membres & Juges.

Mr. Lambard, soutient dans son *Archæion* que les Parlements étoient usités du tems des Saxons, comme du tems du Roi *Ina*, l'an 712, et d'autres Princes Saxons et qu'ils consistoient alors du Roi, des Lords & des Communes.

Et il paroît par les nobles écrits de *Cæsar & Tacite*, que de pareilles assemblées avoient lieu parmi les anciens Bretons, Gaulois & Allemands et les autres nations du Nord ; car ce premier en parlant des Bretons, dit, *summa imperii bellicque administrandi communi concilio permissa est Cassivellauno*, que le pouvoir Souverain de l'administration du Gouvernement et du commandement en temps de guerre étoit commis à Cassibellan par un Conseil commun (ou Parlement) et ce dernier en traitant des Coutumes des Allemands, dit, *de minoribus rebus principes consultant, de majoribus omnes*, c'est-à-dire que les Princes ne décident que

que des affaires de peu d'importance, mais que tous décident des majeures, comme dans une Assemblée ou Parlement, *Et quod Reges et Principes audiuntur magis Suadendi autoritate quam jubendi potestate*, c'est-à-dire que l'autorité du Prince consistoit plus dans la persuasion que dans la coertion ; *Et quod principes, &c. communi concilio eliguntur, &c.*

Mais pour mieux éclaircir ce point d'Assemblées nationales, particulièrement celles des Bretons & Saxons de notre Ile, j'ajouterai les recherches suivantes.

Les définitions de *Parlement* ou d'*Assemblée nationale* ont été différentes d'après la langue & les termes des diverses nations où il étoit en pratique : ainsi les Juifs avoit leur *grand Sanhedrin* qui étoit formé de leur Prince, des Gouverneurs et des Chefs des tribus et des familles ; et de cette maniere nous voyons que leurs Parlements s'assembloient du temps de *Saul, David, Salomon, Rehoboam, &c.*

Moyse ne paroît pas avoir été le premier instituteur d'une Assemblée nationale ou d'un Parlement, ou du moins l'Écriture Sainte semble le contredire. Il est évident qu'il y a eu quelque chose d'équivalent aux consultations collectives depuis le premier instant de la formation des Sociétés. Quelques têtes spirituali-
sées

Définition
des Parle-
ments.
Salden de
Synedriis
lib. 2 c. 4.
Secl. 1. 2.
11. &c. &
lib 3. c. 14
& 15. et de
Success.
Pontif. c. 19

Voyez la
Gen. c. 11.
14. 24. &c.

sées en font remonter l'existence même avant la création du monde & prétendent qu'elles sont contemporelles avec le temps même, ils trouvent (sans égard à l'idiome Oriental) que la Sainte Trinité aussi bien que les trois Etats du Parlement découlent de ces paroles *faisons l'homme*

Genes. c. 1.
v. 26.

Quelques célestes que soient leurs conjectures nous devons chercher ailleurs. Il me paroît cependant évident que les Parlements existoient avant ce que l'Ecriture remarque des *Affyriens, Babylo niens, Caldéens, Egyptiens, &c.* et il est clair que le Saint Législateur s'avoue dans l'erreur en voulant gouverner sans leur assistance; car au lieu de consulter l'oracle divin, il s'abaisse à recevoir les instructions d'un *Arabe* et il conforme sa *Théocratie* à un plan parlementaire de Gouvernement. Voyez un ignorant Berger qui éclaire et dirige l'inspiré et le compagnon de Dieu! un mauvais raisonneur ne pourroit-il pas douter de notre théologie & croire qu'elle ne vient pas du Ciel?

Les Historiens Grecs & Latins conviennent unanimement que les Perses (dont le langage et les Loix ont beaucoup d'analogie avec les nôtres) avoient de ces Assemblées parlementaires, ce qui paroît par les textes qui parlent des Loix et Décrets des *Medes* et des *Perses*. Cette fameuse description que nous a donnée

Xenophon

Xenophon de leur Gouvernement peut bien nous le faire désirer et approuver, et même nous porter à vouloir jouir de Parlements libres et à insister sur de libres élections.

Xenoph.
Cyropad. p.
8. et 20.

Les Grecs avoient encore leur *conventus primatum*, où non seulement leurs Rois, mais leurs grands hommes et les Communes consentoient à leurs Décrets ou Statuts, ce qui paroît évidemment de ces monuments de marbre sur lesquels sont écrits les Statuts et Décrets de ces assemblées Grèques comme ceux de *Smyrne* et de *Magnésie*, &c. voyez *opera feldini*, v. 2. C. 2.

Notæ ad
Smyrneos
decreta p.
11. 12. &c.

Les mêmes assemblées étoient en usage chez les Romains, comme l'observe *Paulus Manutius* & avoient été instituées par *Romulus* dans l'enfance de leur Monarchie et ont continué en grande partie, nonobstant les divers changements de cet état. On les appelloit en Latin *comitia quasi coitia, a coeundo, quia coeunt ibi deliberaturi de salute Republica*, c'est-à-dire Assemblée ou rassemblement parcequ'ils s'y assembloient pour délibérer du salut de la chose publique.

Paul Manut.
de *Senatu*
romano lib.
1. cap. 1.

Dans les Pays-bas ils appellent une pareille assemblée *Rijos Dach* le jour du Roi, mais dans la haute Allemagne ils la définissent plus convenablement *Reich Stagh*, c'est-à-dire, *Stabilimentum regni*,

British Parliap.
orig. jur.
p. 14. pref.
p. 4. ad
L. L. Hoeli
sub anno
Christi, 11.

car

car c'est le véritable support du Gouvernement. Qu'il y en aïeu de semblables chez les anciens Bretons cela paroît évident dans la Preface aux Loix de *Hoel Dha* qui appelle ces assemblées *Gynnul-leidfa* ou *Cyfyrrhin'y Doethjou* c'est-à-dire *conventus legalis* parcequ'on y faisoit les loix, et *chyd-Synnidigaeth* c'est-à-dire, *concessus magnatum*; d'où l'on peut découvrir l'erreur de *Cambden* qui à l'occasion des Pilliers dans les plaines de *Salisbury*, en traduisant en Latin les mots Bretons, les rend par *Chorea Gigantum*, au lieu de *conventus magnatum* c'est-à-dire, assemblée des grands hommes; cet édifice paroissant avoir été érigé pour l'usage d'une pareille assemblée, puisqu'on y voit encore les places des différents ordres du Parlement, et des incisions visibles dans les pilliers et des pierres intermédiaires de support, démontrent clairement dans quel ordre étoient placés les sieges ou bancs.

Le local, presqu'au cœur du Royaume (considération puissante dans les Princes du Nord pour les engager à tenir leurs Assemblées générales presqu'au milieu de leurs Etats) ainsi que la nature de la place qui, étant une vaste plaine, mettoit plutôt à l'abri de toute surprise qu'une place forte ou peuplée, avec d'autres motifs, peuvent bien avoir engagé les anciens

Camb. Brit.
tania in
Wiltshire.

Voyez Baxter's Brit.
Glof. Verbo
Laberus.

Spelman's
Glof. 386.
antiquus mos
fuit, ut Sub.
dio et intra
sepimentum
aliquid mi-
tirare ob fa-
luris gratiam
convenire
compagines
&c. ibid.
Baxter ut su-
pra. Selden's
Janus 93.

anciens Bretons à choisir cet endroit pour y tenir leurs Conseils généraux ou leurs Assemblées Parlementaires.

Remarquez que les Préambules des Loix de *Howel Dha*, qui étoit presque contemporain de notre *Athelstane* dont les Loix ainsi que celles d'*Ina* paroissent modelées sur celles des Bretons commencent ainsi *Hoelus bonus Rex Waltia convocavit Sextos viros ex qualibet centuria ad domum Albam; hi erant ex sapientissimis viris regni: Horum (Sextorum) 4. erant laici & 2 Scholastici: advocabantur autem Scholastici ne laici quidquam Sacris Scripturis contrarium statuerent &c. tum communi consilio et consensu Sapientes illic congregati leges veteres inspexerunt; quod durum nimis esse videbatur, allevarunt, quod nimis leve fuit, aggravarunt, quasdam ex eis ut prius erant reliquerunt, alias emendarunt, alias penitus abrogarunt, alias demigne de novo statuerunt; et enfin une malédiction est prononcée contre le Roi ou toute autre personne qui oseroit changer aucune de ces Loix sans le concours d'un Conseil ou Parlement général et complet.*

A l'égard des Parlements Saxons nous devons remarquer que dans le principe tous leurs Conseils ou Assemblées Parlementaires, soit qu'on y traitât de la paix ou de la guerre, le tenoient, comme le

L. L. Hoeli
p. 5. &c.

Antiq. of
parl. p. 4.
Spelman
in voce War
pentachia.

disent

difent *Cæfar* et *Tacite* en parlant des Allemands, *sub fremitu armorum*.

Selden's epigrammæ 5 6.

Leur averfion, dans le commencement, pour les Bretons et leurs coutumes, les confirma dans cette pratique, jufqu'à ce qu'une efpece de chrétienté différente de celle des Bretons fe fut introduite parmi eux et les eut engagés à des afemblées plus civilifées et à faire des Loix. Seulement *Egbert Roi de Kent*, et quelques uns de fes Succelfeurs, s'étant laiffés trop influencés par le Moine *Aufin* et ceux de fon ordre, le Clergé prit occafion d'ufurper les droits et les biens des laïques, c'eft pourquoi les Loix d'*Ethelbert*, d'*Hlothair*, d'*Eadric* et de *Withred* montrent une partialité manifefte envers les gens d'Eglife, auffi leurs Confeils généraux ou Parlements paroiffent-ils n'avoir été compofés que d'Ecclefiaftiques : mais après eux *Ina Roi des Saxons* de l'Oueft, proche parent de *Cadwallader* et du Sang Breton & Saxon, paroît avoir établi un meilleur mode de Gouvernement & avoir modelé fes Afemblées parlemantaires d'après celles des Bretons. Car le Prolegomenon de fes Loix eft ainfi, *Ego Ina Dei gratiâ Occidduorum Saxonum Rex confilio et doctriâ (Suafu) Cenredæ Patris mei et Heddæ Epifcopi mei, et Eorkenwoldæ Epifcopi mei, et cum omnibus meis*

Wilkins L. L. Saxon depuis page 1 à 14.

Wilkins L. L. Saxon. p. 14. Selden's j. a. nur 93.

meis Senatoribus, et Senioribus fapientibus populi mei, &c. d'où il refulte clairement que fes Afemblées Parlementaires étoient compofées du Roi, des Lords et des Communes ; et comme plufieurs de fes Loix concernoient autant les Bretons que les Saxons il femble que fes Parlements confiftoient des Représentants des deux peuples qu'il défiroit unir en un feul.

Quant aux Loix du Roi *Alfred*, il paroît de la conclufion à la premiere partie (ou plutôt de l'introduction à la feconde) qu'elles étoient faites dans un Confeil général, ou dans une Afsemblée Parlementaire en imitation des Bretons ; et je prends la liberté de citer ici mes Auteurs qui prouvent que ce Roi ainfi qu'*Ina* fut porté à prendre des Bretons le model de fes Loix et de fon Gouvernement, par rapport à la confanguinité qu'il avoit avec *Ina* qu'il traitoit de *cognatus meus*, et encore plus effectivement par l'avis et le Confeil d'*Affer Menevenfi*, qui a écrit fa vie & qui étoit un de fes premiers Confeillers et Breton de naiffance.

L'Auteur de la vie du Roi *Alfred* dit qu'il compila les loix en grande partie de l'ancien et nouveau testament, et qu'enfuite il y ajouta plufieurs chofes tirées des Loix Troyennes, Grecques et Bretones, &c. et il eft mentionné dans les

Wilkins comme def. fut.

Voyez les notes fur L. L. Hoel p. 4.

Life of Alfred p. 96. 97. 98. &c.

Hift. Journal. A. D. 1066.

notes

notes qu'il en tira plusieurs de *Dunwallo Molmutius* ancien Roi Breton.

Pon. Vir. 1.
3. p. 10.
Ib. p. 14.

Ponticus Virunnius s'accorde en cela, et voici, ses propres termes, *Belinus habens totius Britanniæ dominium paternas leges, id est, molmutianas confirmavit et alias statuit; quas omnes Gildas historicus convertit in latinum; Rex vero Alfredus de Latino in Anglicum sermonem transtulit, et ensuite il ajoute, Martia etiam (quæ fuit uxor Regis Britonum Guitellini) condidit leges, quæ martiana lex dicebatur, quas Rex Aluredus inter cætera transtulit in Saxoniam linguam.*

Voyez Hygden's Polychron. l. 1. c. 50.

Monsieur *Dugdale* nous a donné ce passage tiré d'un ancien Manuscrit, *leges Britonum Rex Aluredus transtulit in Anglicum quæ tunc dicebantur leges Aluredi et multos libros transtulit eodem modo. Iste instituit hundredos & tythingas. On sçait qu'ils sont d'origine Angloise; voyez aussi à cet égard Sheringham, de Anglorum gentis origine, lequel observe que plusieurs termes introduits dans les Loix Saxonnes et Angloises, sont d'origine Angloise, tel que Murder, Denizon, Rout, &c.*

Sheringham p. 125. 126.

L. L. Hoeli
P. 4.

L'Auteur des notes sur ses Loix d'*Howell Dha* a judicieusement remarqué de ceci qu'*Alfred* avoit appris la division des

des Comtés en centuries &c. d'*Affer Menevensis* un savant Anglois.

Hollinshead dit aussi, dans son histoire ou chronicle, en parlant des Loix de *Dunwallo Molmutius*, que le Roi *Alfred* les fit traduire en Anglois et les inséra dans son Code de Loix. Monsieur *Taylor*, dit dans son Traité de *Gavelkind* que les Rois *Ethelfred* & *Alfred* firent traduire les Loix Galoises et il affirme positivement que les Saxons tirent leurs Loix des Bretons: s'il en est ainsi nous pouvons bien en conclure qu'ils en ont aussi tiré le *modus condendi leges* ou le mode de faire les Loix en une Assemblée Parlementaire.

Hollinshead part. 1. p. 15.

Hist. Gavelkind p. 52. 53. & N. B. Ib. p. 49.

Mais il s'est élevé un doute, savoir, jusqu'à quel point les Communes étoient une partie constituante de ces Assemblées du temps des Saxons. L'on doit avouer qu'il est dit en général que ces Conseils n'étoient composés que du Roi et de ses Evêques, et des Prudhommes ou *Magnates* des grands hommes seulement, et par hazard on trouve de temps à autre ces mots *Seniores populi*, comme dans les Loix d'*Ina* mais il paroît fort douteux que le tiers Etat y fut présent soit en personne soit par représentation.

Magnates et *proceres*, comprennent les communes. Voyez post. 14. Voyez Brady of Barrois et son introduction.

Afin de pouvoir éclaircir ce doute, il sera nécessaire de considérer quels étoient ces *Magnates* et *Seniores* ou *Sapientiores*

Lambard, LL. Sax. p. 26. 27.

C *populi*

populi, et comment il est arrivé qu'ils sont ainsi dénommés.

Wilkins
I.L. Sax. p.
96 97. post.
35.

Premièrement, je fais d'opinion que ces mots *Magnates* et *Seniores* comprennoient non seulement les Commandans ou Gouverneurs des Comtés et Centuries,

ib. 804.
805.

soit civils ou militaires, tels qu'étoient les *Aldermen* des Comtés que nous appelons *Comtes* et les *Hieretoges* des Comtés (rendus ordinairement par le mot *Duces* parcequ'ils commandoient les peuples à la guerre et étoient alors comme nos Lords Lieutenants, mais avec beaucoup plus d'autorité) mais qu'ils comprennoient aussi d'autres Magistrats temporels, ainsi que les Evêques & Chefs de l'Eglise; car il paroît que sous ces mots *Magnates* & *Seniores* ou *Senatores* étoient inclus les principaux Chefs, Magistrats et autres Officiers du peuple employés dans les affaires civiles, militaires et religieuses, et qu'ils formoient le *Wittenagemote* ou le Parlement Saxon.

Voyez Sax.
Chro. l'an
1055. et le
Breadman-
ole Wite-
nagemote,
i. e. et in
dictus fuit
omnium pro-
cerum con-
ventus, a-
vant la de.

Dans des occasions extraordinaires, les Communes, c'est-à-dire les moindres Barons ou Propriétaires de manoirs, ainsi que les Représentans des cités ou bourgs, y paroissoient en personnes; mais si nous envisageons sous son véritable point de vue le gouvernement Saxon, nous verrons qu'il étoit inutile aux Communes

excepté

excepté dans des cas extraordinaires, de comparoître en personnes à toutes leurs assemblées de *Magnates regni*, d'autant que dans le fait ces *Magnates* étoient les Représentans ordinaires du peuple étant choisis et instruits par les Communes sur les affaires qui les concernoient.

Telle étoit la Constitution du Gouvernement Saxon que les moindres assemblées du peuple pour l'élection des Magistrats et l'administration de la justice, avoient une connexion et dépendoient d'une assemblée plus élevée et plus honorable à laquelle on appelloit des assemblées inférieures; de manière que toute assemblée inférieure étoit un petit Parlement qui ressortissoit à un Supérieur et que ces assemblées supérieures avoient un contrôle sur ce qui étoit fait dans les conciliabules subordonnés.

Il s'ensuit de là que les Cours Saxones des Comtés, des centuries ou *Wapentakes*, celles mêmes des Barons ou Seigneuries *Court-Barons* ou *manor-courts* étoient ainsi réellement des Assemblées Parlementaires pour leurs Districts respectifs et que le *Witenagemote* ou l'Assemblée des grands hommes l'étoit pour tout le Royaume; en sorte que dans les cas ordinaires il n'étoit pas nécessaire de s'adresser au Parlement Supérieur

C 2

puisque

mie Carême
ceci incluait
les Com-
munes & é-
toit en raison
des affaires
extraordina-
res qui s'y
passoient.

Wilkins
ut supra.
Lambard
ut supra.

puisque le Parlement inférieur pouvoit en connoître & qu'il le faisoit ordinairement.

Mais il y a deux choses à remarquer dans l'économie ou l'enchaînement du plan du Gouvernement Saxon qui jetteront beaucoup de lumières dans la nature de leurs assemblées et *Wittenagemotes* ou Parlements.

La première c'est que leurs assemblées des comtés étant tenues généralement deux fois l'année à des lieux et jours fixes, il n'y avoit pas plus besoin de donner des avertissements ou des sommations pour ces assemblées que pour les termes des cours d'aujourd'hui. Tout homme libre, qui devoit y être, s'y trouvoit en personne ou par son Représentant et ce sous peine d'amende, et c'est ce qu'on peut voir dans les Loix Saxonnes sur ce chapitre.

Ensuite que les tenanciers libres des manoirs assistoient aux Cours des Centuries, par leurs Lords ou leurs Géreurs, ceux qui habitoient les Bourgs par leurs Chefs, et les hommes libres de chaque Decuries par leur Decurion ou Représentant, et ceux des Centuries assistoient aux Cours des Comtés par leurs Centeniers, et ceux des Comtés, comme les Comtes et les Evêques des Comtés respectifs, assistoient au *Wittenagemote*. Les

Cours

Voyez Mir. Cap. 5. Sec. 1. Parliam. to be held at London twice yearly, whether the King summoned them or not and as Sadler p. 50 licet Rex sit abiens.

Remarque les Cours inférieures se tenoient douze fois l'année à 7 jours de notice mais non pas les Supérieures. Wilk. Sax. L. L. 205. c. 8.

Skel. Glof. in verbis maner, turba, comitatus, &c.

Cours Seigneuriales ou Decuriennes finissoient toujours avant que les *Wapentakes* ou Cours Centuriennes commencent et celles-ci finissoient avant le commencement des *Folknotes* ou des Cours de Comtés et ces dernières finissoient justement lorsque le *Wittenagemote* ordinaire, ou la grande Assemblée Parlementaire, s'ouvroit.

De cette manière il y avoit un enchaînement et dépendance entre toutes les Cours jusqu'à la première; ensuite qu'il y avoit un libre Cours d'Appel d'une Cour inférieure à la Supérieure suivante et enfin à l'Assemblée Souveraine ou *conventio magnatum*.

La seconde c'est que toutes ces Cours étoient tenues deux fois l'année pour la libre élection des Magistrats et la libre distribution de la Justice dans les Jurisdiccions respectives. A cet effet toutes les Cours inférieures se tenoient vers la fin de Septembre pour choisir les Magistrats et Officiers (comme on le pratique encore à Londres et dans d'autres Villes) et l'autre Assemblée de la demie année pour la distribution de la Justice avoit lieu vers la fin de Mars; ensuite que tout étoit fini avant le *Wittenagemote* ou la grande Assemblée qui suivant la Loi devoit toujours commencer, la première aux Calendes d'Octobre pour confirmer ou

Voyez 32d. Law Edw. conf.

Voyez Wilkin's L. L. Sax. p. 205. c. 1. in crastino purific. B. M. uno et eodem die per totum regnum.

organiser tous les *Aldermen* ou Comtes, les *Heteroges* ou Lords Lieutenants des différents Comtés, ainsi que tous les autres principaux Officiers du Royaume, et la seconde vers les Calendes de Mai, pour rendre la Justice, &c.

Car par la Constitution du Gouvernement Saxon aucun Officier Civil ou Militaire, même Ecclesiastique, ne pouvoit être revêtu d'un Office ou administrer la Justice ou exercer aucun pouvoir sur les hommes libres sans qu'il eut été choisi et agréé par ces mêmes hommes libres sur lesquels il devoit exercer son autorité, et c'est pourquoi les Peuples en *Angleterre* sont appelés libres, car par les anciennes Loix et la Constitution du Royaume ils avoient ce droit naturel et juste de choisir librement leurs Magistrats et Gouverneurs, sans lequel nos ancêtres ne regardoient les autres privilèges que comme un esclavage. Et en effet de quel usage peut-être la liberté à celui dont la personne et les biens sont sujets à des Officiers qu'on lui donne sans son consentement ?

Cette liberté de choisir les Magistrats civils & militaires sous le Gouvernement Saxon est clairement établie par leur Code de Loix et particulièrement par la 35^e. Loi d'*Edouard* le Confesseur qui pouvoit à ce que les *Sheriffs* (ou Comtes

Voyez Spel,
Gloss. in ver-
be vice com.
p. 555.

Comtes et tous les *Heretoges* ou Lords Lieutenants des Comtés soient élus en plein *Folkmore* c'est-à-dire dans une Assemblée générale du Comté ou *Parliament*.

Le cas de *Tosfy* Comte de *Northumberland* prouve que cette pratique étoit fondée en Loi, car la Chronique Saxonne nous apprend que ce Comte se conduisant mal dans son emploi le peuple de ce Comté le priva de sa dignité et choisit à sa place *Morkar* fils d'*Elfgar*. Ce pouvoir de déposer les Comtes et autres Officiers paroît avoir été donné à leurs *Folkmore* par des Loix positives Saxones & Danoïses.

J'avoue que dans le cas du Comte *Tosfy* il est dit qu'après que le peuple eut élu *Morkar* pour leur Comte ils en firent leur rapport au Roi et lui demandèrent son approbation, que le Roi leur donna, et la veille de *St. Simon & St. Jude* il leur envoya la confirmation et renouvellement des Loix du Roi *Canute* à l'égard de la déchéance des Comtes, ce qui prouve que quoique le Roi eut le pouvoir de confirmer le Comte dans sa dignité, il ne pouvoit cependant point le nommer sans le choix et consentement libre du Peuple dans un *Folkmore* ou Parlement de Comté.

Or comme à tous les titres et dignités

Sax. Chr.
anno 1064.
L.L. lom.
c. 8. & 36.
L.L. Edgari
c. 3.
L.L. Canuti
c. 13. 14.

Voyez Edw.
tous

Conf. 38 & 35.

Qualifications & Elections of Peers, &c.

sous le Gouvernement Saxon étoient annexés le *officium* et *beneficium*, il y avoit aussi plusieurs qualifications nécessaires aux personnes élues à ces dignités ou emplois ; pour être élu un des grands *Thanes*, c'est-à-dire Lord d'une Centurie il falloit avoir un tel bien ; pour être élu *Alderman* ou Comte d'un Comté, il falloit avoir un tel bien avec d'autres qualifications relatives à chaque Office.

De sorte qu'il falloit trois choses, au moins, pour faire un *Alderman* ou Comte d'un Comté ainsi que pour un grand *Thane* ou Lord d'une Centurie (qui tous deux, avec les Evêques alors, faisoient le Corps de leurs *folk-motes* ordinaires & *Wittenag-motes*.) La première est qu'ils devoient avoir un bien fonds en terre avec d'autres qualifications, la seconde qu'ils devoient avoir été élus et agréés par les hommes libres sur lesquels ils devoient présider, & la troisième l'approbation Royale ou confirmation qui se donnoit ordinairement en Parlement.

Ils étoient ordinaires. Les Représentants du peuple. Les Evêques étoient élus par le peuple.

De plus comme tous les *Magnates regni* et tous les autres Officiers et Magistrats civils ou militaires, même Ecclésiastiques, comme les Evêques, étoient élus dans ces tems là à leurs offices respectifs par les personnes sur lesquelles ils présidoient, ils étoient sujets pour leur malversation dans

dans leurs offices non seulement à la privation de leurs offices mais encore à la censure et punition dans leurs *folk-motes* et autres Assemblées ; et en conséquence ils étoient très attentifs à remplir leurs devoirs & à faire ce qui leur étoit recommandé tant dans leurs *folk-motes* ou Parlements de Comtés que dans le grand *Wittenag-mote* ou Parlement Souverain ; et quoique cet Officier présida dans le premier comme leur Prince ou leur Roi, cependant dans le dernier il n'étoit que leur Représentant : en sorte que les *Magnates regni* ou Lords du Parlement n'étoient dans le principe et ordinairement que les Représentants du tiers état ou des hommes libres, autrement Communes.

Il est vrai que dans les cas extraordinaires comme pour imposer de nouvelles taxes le tiers état se trouvoit au Parlement soit en personne soit par député spécialement autorisé ; mais ces taxes étoient très rares alors ; car la Couronne dans ces tems-là étoit abondamment pourvue pour les cas ordinaires par ses rentes et revenus tant fixes que casuels, comme amendes, confiscations, droits Seigneuriaux, le tiers des profits de toutes les Cours, l'aide pour faire Chevalier le fils aîné du Roi, pour marier sa fille aînée, &c. qui tous pre-

même après la conquête. Voyez Sadler's of the Kings. p. 1178. 133. 134. 140. &c.

Nota.

Spel. Glos. verbo subfidium. Voyez Mr. Madox's Hist. Esch. c. 7. 8. 9. &c.

Voyez Paulus Manutius de legibus Romanis.

noient

noient leurs sources des Anglois ou des Romains.

Si outre cela nous considérons les profits immenses et les revenus que donnoient alors les domaines et les terres de la Couronne, nous pourrions facilement nous persuader que le Roi avoit rarement besoin de subsides extraordinaires ; car les tenanciers de ces terres n'étoient que *Villani regis* et le Roi pouvoit non seulement les taxer à plaisir mais encore leur nommer des Officiers et Magistrats de son choix et les priver de leur possession quand il lui plaisoit ; aussi, tant qu'ils étoient dans cette dépendance n'étoient ils pas considéré comme des hommes libres, ils ne pouvoient ni servir comme Jurés, ni voter pour les Membres du Parlement ni contribuer à leurs dépenses, en un mot on les considéroit comme étant si fortement dans la dépendance de la Couronne qu'on ne pouvoit en aucune manière leur confier les libertés du peuple.

Sir *H. Spelman* s'exprime ainsi dans son glossaire, je ne vois pas que les anciens Rois Saxons avoient aucuns subsides, &c. mais il y avoit des usages aux moyens desquels ils tiroient de l'argent du peuple ou des services personnels pour bâtir & réparer les Villes, les Châteaux, les Ponts, faire les expéditions militaires, &c.

Sp-l. Gloss.
verbo *Villani regis*
nagium.

In verbo
subsidium p.
527.

&c. qui étoient appellés *Burgbote, Bridgebote, Herefare, Heregeld*, &c. mais quand les Danois s'emparèrent des terres, le Roi *Egeir* de ou *Ethelred* en 1007. s'engagea en Parlement à leur payer £10000. ce qui fut ensuite augmenté jusqu'à £36000. encore après à £113000 et enfin fut converti en une taxe annuelle ou tribut de £48000 qui fut appelée *Danegeld*, et pour le prélever chaque terre labourable payoit 12d. par an (excepté celles des Eglises) et cet impôt fut nommé *Hydage* et *Carvage* et ce terme a toujours été usité pour décrire tout impôt sur les terres, quelques fois cependant il étoit mis sur les bêtes à cornes et alors on l'appelloit *Horngeld*.

Quoique les *Witenagemotes* Saxons fussent ordinairement tenus *per regem cum magnatibus regni*, cependant il est constant que lorsqu'il y avoit des affaires à y traiter qui en général concernoient le corps des hommes libre du Royaume, la règle alors étoit *quod tangit omnes tractetur ab omnibus*, et rien ne pouvoit être déterminé dans leur Parlement touchant la paix ou la guerre, de nouveaux aides, taxes ou autres charges générales sur le peuple, sans leur consentement, soit en personne ou par leurs Représentants *ad hoc*.

Il est certain que les Rois Saxons a-
voient

Remarque.
Cette taxe
étoit sans
doute du
consente-
ment des
Communes.
Q. Siles
Ecclesiast.
n'étoient pas
procuratores
aut partici-
pes danici
subsidii.

Voyez Ma-
dox ut ante.

voient rarement les mêmes aides, taxes, ou subfides que l'on accorde de nos jours aux Rois. Les grands revenus de la Couronne de ces tems-là qui confiftoient dans les rentes et produits de manoirs, dans le tiers des profits de toutes les Cours du Royaume, sans compter les amendes, confiscations, pénalités et autres revenus fixes et casuels, faisoient qu'il étoit rare que l'on eut besoin d'un Parlement pour imposer des taxes sur le peuple.

In verbo
subfidium.

Ils avoient aussi dit *Spelman* plusieurs coutumes au moyen desquelles ils le voient de l'argent sur le peuple ou exigeoient leurs services personnels pour bâtir et réparer les Cités, Châteaux & Ponts et pour des expéditions militaires, qu'ils appelloient *Burgbote*, *Brigbote*, *Herefax*, *Heregeld*, &c. et nous pouvons bien conclure que ces coutumes et ces services ont été dans le principe accordés du consentement des Communes dans une Assemblée Parlementaire comme il est certain que l'ont été *Peterpence*, *Danegeld*, *Horngeld*, &c.

LL. Edgari
c. 4.
LL. Canoni
c. 15.
LL. Hen. 1.
c. 12. &c.
in verbo
subfidium.

A l'égard de *Peterpence* autrement *Romefcot* ou *Romefee*, le denier de St. Pierre, soit qu'il ait été accordé en premier lieu par *Ina* comme on le dit généralement, ou par le Roi *Offa* comme d'autres l'ont prétendu, il est évident que le Parlement

y

y a acquiescé puisque les Loix qui le reglent le prouvent manifestement.

Et quant au *Danegeld*, &c. Sir *Henry Spelman* dit que les Danois s'étant emparés des terres, le Roi *Egelred*, c'est-à-dire *Eibelfred* en l'année 1007. S'engagea avec le consentement du Parlement à leur payer pour obtenir la paix £ 10000 qui furent augmentés depuis £ 36000. jusqu'à £ 113000. et enfin réglé à un tribut annuel de £ 48000. et il étoit levé sur les terres labourables qui étoient chargées de 12d. par an (excepté les terres du Clergé) cet impôt fut appelé *Hydage*, et par la suite toutes les taxes territoriales furent appellées ainsi, excepté pourtant que lorsque la taxe portoit sur les bestiaux elle s'appelloit *Horngeld*.

Remarque.
Il paroît que cette taxe a été mise par quelques gens d'Eglise qui vraisemblablement par tagement le pillage.

Les Normands, dit le même Auteur, se servoient des termes Latins ou Grecs pour définir les taxes et quelques fois de *tallagia* terme Normand qui signifie tailler ou diviser comme nous faisons actuellement du mot *excise*, et d'autres fois ils employoient les expressions d'outremer *auxilia* et *subsidia*, aides et subfides, en conséquence *Guillaume I.* qui avoit ces taxes ou tailles, fit des Loix pour leur perception, elles paroissent avoir été imposées par une espèce de Parlement, que je ne puis appeler *libre*.

Spelm. ut
supra.

Voyez LL.
W. 1. p.
125. rights
of the Kings
115.

Mais

Hist. Ethel
werdi li. 3.

Voyez In-
gulf. p. 6.
li. 17.

Mais pour revenir aux Saxons et à leur manière d'accorder des aides et sub-
sides, nous observons que le Roi *Egbert*
(que l'on considère comme le premier
Monarque d'Angleterre) semble n'avoir
obtenu ses conquêtes et augmenté ses
possessions qu'au moyen des aides et sub-
sides extraordinaires que les Communes
lui accordèrent, et ce n'est que par ces
moyens qu'il fut en état de chasser si
vigoureusement les Danois, &c. et c'est
à cette occasion que nous trouvons ce
passage dans l'histoire de *Croyland*, que
le Roi confirma une concession de terre
à cette Abbé, *coram Pontificibus et ma-
joribus totius Angliæ* c'est-à-dire, com-
me je le conçois, devant les Prélats, les
Pairs et les plus grandes Communes de
toute l'Angleterre, qui, suivant l'Histo-
rien, étoient alors assemblés à Londres
pour consulter sur les moyens d'accor-
der des aides et des subsides contre les
Pirates Danois.

Voyez Bed.
Hist.

Ce passage entier prouve que cette
transaction a eu lieu dans un Conseil
général ou Parlement tenu exprès pour
lever de nouvelles taxes, et le mot *Ma-
jores* veut indubitablement exprimer les
Représentants du tiers état ou des Com-
munes et qu'ils étoient d'un degré in-
ferieur aux *Proceres* ou Pairs tempo-
rels. Il est clair que les Communes
assistèrent

assistèrent à ce Conseil non seulement par
les noms qui sont apposés à cette Char-
tre mais encore suivant *Bede* et d'autres
anciens Auteurs qui sont d'opinion que
le mot *Majores* signifioit alors les mêmes
Officiers et Magistrats que nous appel-
lons de nos jours *Sheriffs* des Comtés,
Maires ou *Bailiffs* des Villes et Cités.

Quoique le terme *Danegelt* ne fut pas
connu avant le tems du Roi *Egbert*, il
paroît par les Loix d'*Edouard* le Con-
fesseur que le premier octroi en fut fait
avec le consentement des Communes, ce-
lui-ci l'abolit vu qu'il ne remplissoit plus
le but de sa première institution. Quoi-
que la cause de cette taxe n'exista plus
sous la race des Rois Danois, cepen-
dant ils la continuèrent et quoiqu'abolie
par *Edouard* le Confesseur, elle fut mise
en force par *Guillaume* le conquérant
comme un expédient convenable d'aug-
menter le pouvoir Royal & ce renou-
vellement paroît avoir eu lieu du con-
sentement et sous la couleur d'un Par-
lement. On trouve dans la même his-
toire de *Croyland* une chartre remar-
quable d'*Ethelwulph* Roi Saxon de l'Ou-
est, fils et successeur d'*Egbert* et père de
ses quatre successeurs *Ethelbald*, *Ethel-
bert*, *Ethelfred* & *Alfred*, cette chartre
est une concession de terres, de dixmes,
&c. à cet Abbé et dans le corps il est dit
quelle

Voyez les
loix de Guil-
laume I.

Rights of
the Kingd.
p. 84. 85.

quelle est faite *cum consilio Episcoporum principum, &c.* et est souscrite par et en présence du Roi de Mercia & East Anglia, omnium que Archieporum, Episcoporum, Abbatum, Ducum, Comitum, procerum que totius terræ; aliorum que fidelium infinitâ multitudine, qui omnes regio chirographo laudaverunt. L'octroi de cette concession est un exemple frappant d'un Parlement Saxon composé des Rois, des Lords et des Communes et de la concurrence unanime des trois états.

Voyez Wil.
p. 34. &
Lambard, p.
26.

Je ne puis m'empêcher d'observer ici une expression dans l'introduction des Loix du Roi *Alphred*, qui doit paroître aujourd'hui bien extraordinaire à un Roi, où parlant de la passation de ces Loix (*ex consilio sapientum suorum*, du consentement de son Parlement) il continue dans ces termes, *fortham ic ne durst gedyrst-læcan, &c.* qu'il n'ose pas entreprendre de le faire autrement, et il conclut ainsi, *ergo ego Alphredus omnibus sapientibus meis hic usus sum; et illi dicebant quod ipsi omnibus bene placuerint ea (quæ Statuta sunt) ut observarentur.*

Miror of
Justices.

Andrew Hom un savant Avocat qui a écrit sous le règne d'Edouard II. en parlant dans différents endroits de son ouvrage des Parlements du Roi *Alphred* et que ses Loix étoient faites avec la concurrence

concurrence de ses grands Prudhommes et des Communes, mentionne expressement et applaudit à sa Loi, qui veut que le Parlement s'assemble deux fois l'année, et déclare que l'inobservance de cette grande Loi d'Etat est un des plus grands abus de la Loi et du Gouvernement.

Je pourrois ici faire remarquer encore quelques autres Parlements du même Roi, particulièrement de celui où fut conclu ce traité entre lui & *Guthrun* le Danois, *ex Sapientum Anglorum consilio*; je pourrois en outre faire voir que tous les Actes de l'Etat tant de lui que de ses Successeurs Danois et Saxons furent faits et passés du consentement des Communes & *consilio magnatum*, mais ce point est si clairement prouvé par tous les anciens historiens et par les expressions dont ces Princes se servoient en faisant leurs Loix que mes efforts pour l'éclaircir d'avantage paroitraient vouloir éclaircir le Soleil avec une chandelle.

Willk. L.L.
Saxon p. 51

Quoique du temps des Normands les deux *Guillaumes* père et fils firent tout en leur pouvoir pour détruire les droits du tiers état, cependant nous voyons qu'à la mort de ce dernier leurs droits furent en quelque manière rétablis, comme l'élection de leurs Officiers et Magistrats

D

Civils

Civils et Ecclésiastiques et leur représentation en Parlement.

Il est vrai que *Guillaume I.* peu de tems après que le Royaume lui fut acquis jura qu'il observeroit les Loix d'*Edouard le Confesseur*, mais avec cette restriction singulière, sujettes aux amendements ou altérations qu'il y feroit de l'avis de son Conseil, ce qui prouve le peu d'égard qu'il avoit pour ces Loix, sans doute parcequ'elles l'empêchoient de nommer les Officiers et Gouverneurs du Royaume, ce qui étoit bien mortifiant pour un Prince qui tendoit à un pouvoir despotique.

En conséquence il prit sur lui de disposer de tous les emplois et dignités et d'y nommer; il vendit et distribua les Comtés et Baronies à son gré et priva complètement le peuple du droit de choisir ses Magistrats et Représentants (excepté pour Londres) sans lequel privilège un peuple ne peut être considéré comme libre: et ayant ensuite fixé ses revenus par un terrier en bonne forme *Domesday-book*, il n'eut plus besoin de subsides du Parlement.

Guillaume Rufus lui succéda sur le même pied, et à son couronnement fit le même serment et avec la même restriction d'observer les Loix du Confesseur avec les changements qu'y avoient été

été faits par son père; et *Henry I.* lorsqu'il monta sur le Trône jura aussi qu'il maintiendrait les mêmes Loix avec les altérations que son père et son frère y avoient faites, en sorte que le joug de la conquête et tyrannie Normande pesoit fort sur le col du tiers état d'Angleterre, mais le jour de la délivrance paroissoit peu éloigné, effectivement peu d'années après ceci, *Robert le fils aîné de Guillaume I.* étant revenu de la terre Sainte en Angleterre, reclama ses droits à la Couronne et se fit un si puissant parti parmi la noblesse Normande ici que le Roi *Henry* fut forcé de se jeter dans les bras des Anglois et en conséquence il fit assembler un Parlement à Londres qui paroît avoir été composé en plus grande partie et peut-être entièrement de Communes Angloises.

Mat. Paris nous a conservé la harangue que fit ce Prince à l'ouverture de ce Parlement, et elle prouve si évidemment le rétablissement des droits des Communes et le renouvellement de l'ancienne Constitution, en nous accordant notre *magna charta* et d'autres privilèges que je ne puis m'empêcher de la donner ici en Latin et en François.

Magnatibus igitur regni ob hoc Londonium Edicto regio convocatis Rex (Henricus) talibus alloquiis super mel et favum,

Oratio Regis Henrici ad Anglos. Voyez Mat.

Paris old
Edit. p. 83.
et Watts p.
84.

favum, oleum que mellitis & mollitis blandiens dixit; vos Angligeni, amici & fideles mei indigenæ ac naturales, nostris veraci famâ referente qualiter frater meus Robertus electus et per ævum vocatus est ad regnum Hierosolymitanum feliciter gubernandum et quam frontose illud infeliciter refutaverit: merito propterea a deo reprobandus: noslis etiam in multis aliis superbiam & serocitatem illius, et quia vir bellicosus pacis impatiens est; vos que scienter quasi contemptibiles, et quos desides vocat et glutones conculcare desiderat. Ego vero Rex humilis & pacificus vos in pace et in antiquis vestris libertatibus pro ut crebrius iurejurando promissi gestio conservare, et vestris inclinando consiliis, consultis ac mitius, more mansueti principis sapienter gubernare; et super his (si provideris) scripta subarata roborare, et iteratis juramentis prædicta certissime confirmare; omnia videlicet quæ sanctus Rex Edwardus, Deo inspirante, providere sancivit inviolabiliter jubebo observari; ut vos mecum fideliter stantes, fratris mei, immo et mei et totius regni Angliæ hostis cruentissimi injurias potenter, animosè ac voluntarie propulsus; si enim fortitudine Anglorum roborer, inanes Normanorum iras, nequaquam censeo formidandas.

Le

Le Roi ayant par sa Proclamation Royale appellé les grands hommes Anglois du Royaume à Londres leur fit une très gracieuse harangue, plus douce que l'huile et plus sucrée que le miel, dans les termes suivans; mes bien aimés et fideles amis Anglois, vous savez quelle est la vérité du rapport que mon frere Robert a été élu et appelle par Dieu au glorieux Gouvernement de Jérusalem & qu'il l'a honteusement délaissé, pour laquelle raison il mérite d'être abandonné de Dieu. Vous êtes pareillement instruits de ses mauvaises qualités entr'autres de son orgueil et de sa brutalité, et qu'élevé dans les camps il n'aime pas la paix, qu'il vous méprise hautement, vous traite d'esclaves et de glutons et qu'il ne désire que de vous opprimer. Mais moi qui suis un homme humble et pacifique je ne désire que de vous conserver en paix et de vous faire jouir de vos anciennes Loix et privileges comme je m'y suis engagé sous serment; & de vous gouverner avec plus de prudence et de modération comme un bon Prince et d'après vos propres conseils; de plus, si vous faites une chartre, je suis prêt à la corroborer et à la confirmer sous des sermens réitérés; je jurerai, de faire observer inviolablement toutes les Loix qu'a sagement faites St. Edouard par

par l'inspiration de Dieu ; afin que me restant fideles nous puissions courageusement & volontairement repousser les outrages de mon frere ou plutôt de mon plus cruel ennemi et l'ennemi de tout le Royaume d'Angleterre. Si je suis courageusement soutenu par vous Anglois, je ne craindrai pas les vaines menaces des Normands.

Je crois que l'on peut conclure de ce passage ainsi que de plusieurs autres circonstances de ces tems-là.

LL. Ed.
conf. c. 33.
33.

Premierement. Que la convocation ci dessus ayant eu lieu *edicto regio*, &c. étoit un de ces Parlements extraordinaires dont nous avons déjà fait mention, assemblés pour consulter de *arduis negotiis regni*, c'est-à-dire, comment assurer la possession de la Couronne ; et non pas de ces Parlements ordinaires qui par la Constitution Saxonne étoient tenus deux fois l'année vers le commencement des mois de Mai et d'Octobre, et qui furent ensuite réduits à ne s'assembler qu'une fois l'année par différents Statuts, soit qu'ils fussent sommés ou non, ou plus souvent si l'occasion l'exigeoit et s'il étoit nécessaire d'en faire assembler un, par Proclamation *pro arduis negotiis regni*.

LL. Edgari
c. 3.
Voxez 4.
Inst. fo. 9.
et 36. Ed.
3. c. 10.
St. 4. E 3
c. 14.

Secondement, que quoiqu'il n'y eut que les *magnates regni* de mentionnés dans

dans la Proclamation, cependant les Communes d'Angleterre y étoient comprises, et il est évident que les termes *magnates regni* ou *nobiles regni* signifioient dans ces tems-là les Lords et les Communes lorsqu'il s'agissoit d'une assemblée nationale. Car, comme l'observe Monsieur Selden, le mot *nobilis*, du temps des Saxons, signifioit un Gentilhomme, comme *Thane* ou *Knight* un Baron ou Chevalier, et après la conquête le terme *Baronagium* comprenoit les Communes aussi bien que les Pairs, et Monsieur Camden et d'autres conviennent également *quod sub nomine Baronagii, omnis regni ordines continebantur*. Aussi dit-on que *Rex magnates & proceres* ont fait le Statut d'amortissement, c'est-à-dire les Lords et les Communes ; et que la *Magna charta* du Roi Jean dont celle d'Henry I. est le fondement paroît avoir été faite *per regem Barones et liberos homines totius regni*, que tous les historiens de ces tems-là appellent *Magnates Anglia*, voyez en outre la signification du terme *magnates* dans *Mat. Paris*.

Selen. tit.
hon. 603. &
604.

Camb. fo.
137. Edit.
Lond. 1600.

17. Johan.
Mat. Par.
Edit. per
Watts p. 98
45. 51. 166
et alibi.

Troisiement, que la Noblesse Normande, quoique sommée, refusa de se trouver à ce Parlement étant presque toute dévouée à Robert frere aîné du Roi, et c'est pourquoi nous voyons que la harangue du Roi, n'est adressée qu'aux Anglois

M. Paris
ro. 6. & 40.

Anglois, et contre les Normands en général, sur lesquels tombent de severes reflexions afin de s'attirer les Communes Angloises dont ce Parlement étoit composé presque en entier.

Voyez *ibid.*
48.

La cause de la défection des Normands étoit que le Roi *Henry* avoit la seconde année de son règne épousé *Maude* la fille de *Marguerite* Reine d'Écosse qui étoit Sœur d'*Edgar Ætheling* et héritière en ligne directe du Sang Royal Anglois et il en étoit si amoureux (*tanto ardentius exarsit in ipsius amore*) qu'il favorisoit beaucoup les Anglois par rapport à elle, c'est pourquoi ils se souleverent généralement contre lui en faveur de *Robert*; et quoique par l'entremise de leurs amis, cette fâsanie entre les deux freres fut apaisée pour le tems, cependant nous voyons que le Roi ne se reconcilia pas sincerement avec la Noblesse Normande quoique de son sang, puisque peu de tems après il bannit du Royaume *Robert de Belesme*, *William Earl of Moreton* et plusieurs autres Nobles.

ib. 40. 41.

Il est à remarquer que les Communes Angloises l'ont toujours emporté sur la Noblesse Normande dans toutes les contestes à l'égard du droit de *Robert*, premierement pour *Wm. Rufus* au commencement de son règne et actuellement pour

le

le Roi *Henry* I. la preuve de leur ancienne valeur avoit engagé le Roi à les caresser et les gratifier des éloges et promesses que nous voyons dans sa harangue; lesquelles promesses nous dit l'historien il viola impunément *impudenter violavit*; mais quant à la chartre pour faire revivre les Loix d'*Edouard* le Confesseur il n'y a aucun doute que le Parlement le prit au mot; et je crois que cette chartre est la même que l'Historien dit avoir été présentée au Roi *Jean* à la rencontre de *Runny-mead* et non pas celle que l'on dit avoir été accordée par ce Roi à son couronnement, dans laquelle nous trouvons cette fine tournure. *Legem Regis Edwardi vobis reddo cum illis emendationibus quibus pater meus eam emendavit.* Son père ayant, sous

Vide *ib.* sub
anno 1083.

ib. p. 48.

ib. p. 167.

Mat. Par.
38. 167.

Dier 60 &
70.

Voyez *Mil.*
ror c. 1.
Sect. 3. Bra.
let. Lam-
bald's Ar-
chason 57.
230. 245.
Sur R. Aik.

Et

P. 50. & 15.
Vide post.
c. 6 & 7.

Et ceci doit nous faire voir que les droits et privilèges des Communes d'Angleterre ne sont point le fruit illégal de la rébellion ni d'une date si récente comme quelques uns l'imaginent. Mais si quelqu'un n'étoit pas convaincu, après les preuves que j'ai données, de l'origine des Parlements Anglois et de l'antiquité de la Chambre des Communes, qu'il parcoure les Auteurs que j'ai cités en marge, particulièrement le *Treatise writ* sur ce sujet du savant Juge *Sir Robert Atkyns*.

Mat. Par.
27. 29.
9. Inst. 15.
Saxon Chron.
sub anno
1099. p.
508. 510.
Sic. Wig.
&c. Mat.
Par. 39.

Ce n'est pas le seul Parlement Anglois qui fut tenu sous ce Roi. *Mat. Paris* nous a donné l'histoire abrégée, que d'autres Auteurs confirment et augmentent, d'un certain *Ranulph* Evêque de *Durham*, qu'il a décoré des titres pompeux de *vir pessimus et corruptissimus homo perversus et ad omne scelus paratus vir subaclo ingenio et profunda nequitia* &c. qui fut emprisonné, par un Conseil commun ou Parlement d'Anglois. Le passage est ainsi, *Eo tempore Rex tenuit in custodia Ranulphum Dunelmensem Episcopum hominem perversum et ad omne scelus paratum, quem frater regis i. e. Rex Willielmus episcopum fecerat Dunelm. et regni Anglorum subversorem, qui cum rege jam dicto nimium esset familiaris, constituerat cum Rex, procuratorem*

N. B. Court
Episcopale.

torem suum in regno, ut evelleret, destrueret, raperet et disperderet, et omnia emmum bona ad fisci commodum comportaret. Sed mortuo eodem rege iniquo et Henrico coronato, de communi consilio gentis Anglorum posuit Rex eum in vinculis, &c.

La concurrence des Communes en Parlement étoit non seulement requise pour l'emprisonnement ou dégradation des Evêques mais leur consentement étoit absolument nécessaire pour leur élection ou confirmation, et nous en voyons plusieurs exemples dans les historiens de ces temps-là. J'en choisirai quelques uns pour prouver qu'elle étoit alors la coutume d'Angleterre, d'Ecosse, de la principauté de *Gales*, d'Irlande et de France.

Rights of
the Kingd.
p. 118. 133.
140. &c.

L'an 1113 *Ralph* Evêque de *Rocheſter*, fut élu Archevêque de *Canterbury* par le Roi, annuente plebe et clero; ce qui fut ait in communi consilio apud *Windsore*, et je trouve que vers le même tems un autre *Ralph* qui avoit été sacré Evêque en Ecosse, fut rejeté par tout, parcequ'il n'avoit pas été élu du consentement du peuple; et malgré sa consécration il fut errant et obligé de servir de coadjuteur à d'autres Evêques.

Sax. chron.
p. 306.

Eadmer.
Hoveden.

Vers l'année 1120 un certain *David*

Malma.
fuit

fut sacré Evêque de *Bangor* par l'Archevêque de *Canterbury*, mais il est d'expressément qu'il avoit été élu *a principe, clero & populo Walliæ*, c'est-à-dire par un Parlement *Welch*, Galois. Et sous le même règne un nommé *Gregory* Abbé Irlandois, fut élu à l'Evêché de *Dublin*, *a rege hiberniæ et clero et populo* par un Parlement Irlandois. Ensuite que les Communes dans ce temps-là étoient une partie constituante des Parlements en Ecosse, en Gales, en Irlande aussi bien qu'en Angleterre.

Et dans l'année 1128 je vois que ce fameux savant *Gilbertus universalis* fut élu et sacré Evêque de Londres, *ante clero et populo*, c'est-à-dire à un Parlement à Londres.

Mais le droit des Communes de choisir leurs Evêques est bien plus clairement établi du temps d'*Henry II.* car tous les historiens conviennent que c'étoit la coutume générale tant ici qu'en France (ce qui paroît fondé sur divers canons positifs de la primitive Eglise) d'autant que *Mezeray* dans son histoire avance que jusqu'à ce tems, c'est-à-dire au milieu du 12me. Siècle, *la voix du peuple dans le choix des Evêques étoit regardée comme la voix de Dieu.*

Les Successeurs d'*Henry I.* firent les serments du couronnement d'après une formule

Voyez Sax.
Chron. sub
anno 1127.

K. Steuen.
Mat. Par.
61.

formule plus étendue, que celle de ce Roi pour l'avantage des Communes. Le Roi *Steven* jura *coram regni magnatibus*, c'est-à-dire devant les Lords et les Communes convoqués à Londres, *ad meliorationem legum juxta voluntatem et arbitrium singulorum*, ce qui doit signifier qu'il corrigeroit les Loix d'après leur consentement en Parlement ; & allant ensuite à Oxford (pour y tenir son Parlement) *ibi confirmavit pacem quæ Deo et populo in die coronationis sue concesserat*. Voyez ici quelques particularités de son serment dont la 3me. est *tallagia quæ antecessores ejus acciperet consueverant in æternum condonaret*, et l'année suivante à l'arrivée de *Robert Duc de Glocester*, ce Roi prêta le serment de nouveau qu'il observeroit les bonnes Loix du Royaume dont il donna sa chartre, où vous pouvez voir l'homage conditionnel que ce Duc rendit au Roi.

Je pourrais suivre le fil de ces serments de couronnement d'*Henry II.* de *Richard I.* du Roi *Jean*, mais mon intention n'est pas de tracer ici les pratiques de ces Rois dans la prestation de leurs serments de couronnement, y ayant dans l'histoire de ces Princes une remarque honteuse à cet égard, qui est que *impudenter frangerunt*, &c.

Je pense
que tallagia
signifient
Danegelt,
Hydage,
Cornage,
&c.

ibid. 51.

Voyez ib.
48. in pede
51. et la pre-
face à privi-
legiæ Lon-
dini.

Un

Un Auteur qui paroît très versé dans ces sortes de matière, observe " que le " ferment du Roi est de confirmer les " bonnes Loix que les Communes (et " non pas les Lords) feront et chois- " ront, en Latin *quas vulgus elegerit* et " dans le vieux langage François d'E- " douard II. & III. *lesquelles la com- " munauté aura élu*, et dans la langue " Angloise d'Henry VIII. et d'autres Rois " *which the Commons of the realm shall " choose* que les Communes du Royaume " choisiront, et que les anciens ordres " pour sommer les Communes étoient " conçus en ces termes, *nobiscum tractatur " et consilium impensur' de arduis negotiis " regni*.

Voyez Sir
Rob. Ark.
ut Supra p.
98. 99.

Rights of
the kingd.
ut supra.

Et le même Auteur un peu plus haut s'exprime ainsi. " Le *Mirror* et *Tacitus* " nous font voir comment nos Lords " étoient pris des (et par les) Communes " il leur donne (avec *Bracton fleta*) un " pouvoir judiciaire sur le reste, et le " *modus Parliamenti* ne nous dira pas " seulement que les Communes ont des " meilleurs et de plus forts votes que " les Lords, mais qu'il peut se tenir un " Parlement sans Prélats; car il y a eu " un temps où il n'y avoit ni Evêques ni " Ducs et cependant on tenoit des Par- " lements sans eux, mais jamais sans les " Communes, et conclut par dire qu'il " est

" est impossible de tenir un Parlement " sans elles, *Parliamentum sine commu- " nitate, tenebitur pro nullo, quamvis om- " nes alii status plenarie ibidem interfue- " rint*.

Enfin les francs tenanciers d'Angle- terre choissoient autrefois les *conserva- teurs de la paix* qui sont hors d'usage depuis l'introduction des *Juges-à-Paix*; ces derniers tirent leur pouvoir, non pas en vertu de leur élection par les francs tenanciers (comme cela devoit être de droit) puisqu'ils ne sont point nommés par eux, mais en vertu de la commission spéciale du Roi qui les nomme (en contravention à la Loi générale) On peut lire dans *Lambard's Eirenarcha*, comment, par quel moyen et dans quel temps de relachement ceci est arrivé. Cela fut fait par Acte du Parlement au commencement du règne d'Edouard III. et pendant sa minorité lorsque la Reine et *Mortimer* régloient tout.

Sir R. Ark.
power of
Parliament
p. 32.

Lambard's
Justice f. 16
19 90. 147.
&c.

Les francs tenanciers choissoient aussi primitivement et de l'antiquité la plus reculée dans leurs *Folk-motes* ou Cours de Comtés, leurs *Heretochii*; mais qu'étoient-ils? vous pouvez les appeler Lords Lieutenants, Députés Lieutenants, ou Lieutenants Généraux; car les Loix Saxonnes vous apprennent quels étoient

Sir R. Ark.
supra.

I.L. Ed.
conf. 35.
vide ante.

leurs

leurs devoirs et leurs Offices en les désignant *duâores exercitus*.

Tous ces grands Officiers étoient choisis par les francs tenanciers comme le sont de nos jours les Chevaliers des Comtés, tels qu'étoient anciennement les conservateurs ou Juges de Paix et comme le sont encore les *Coroners* et *Verdredors* (hommes de beaucoup de pouvoir autrefois) *par Writ* dans les Cours de Comtés.

Le peuple jouissoit de tems immémorial de ces grands pouvoirs et privilèges et ce sont des preuves plus authentiques de notre Constitution que les écrits de nos historiens modernes, si nous montrent mieux la liberté innée que le peuple possédoit par l'ancienne constitution de notre Gouvernement que les nouvelles doctrines de nos derniers écrivains, et ils prouvent que les privilèges et libertés dont nous jouissons encore ne nous viennent pas de la faveur Royale, comme ces nouvelistes voudroient l'insinuer.

CHAPITRE II.

De la dignité et de l'excellence des Parlements.

LE Parlement est le fondement et la base du Gouvernement et conséquemment de la paix et du bonheur du Royaume ; comme c'est lui qui fait les Loix qui nous régissent et gouvernent en paix et tranquillité, c'est aussi lui qui les maintient dans toute leur force et autorité : il surveille la religion, de crainte qu'elle ne soit supplantée et altérée par des innovations erronées, ou que sa vérité et la substance ne soient ébranlées par des formalités, de vaines pompes et des cérémonies inutiles. Il est le *préservatif* des droits et libertés du sujet et le *correctif* de l'injustice et de l'oppression ; et afin que la justice soit également rendue à tous, et que chaque individu jouisse de son avantage et de sa protection, lui seul peut pourvoir aux besoins communs et prévenir les craintes publiques ; en sorte que je puis bien dire que non seulement la paix, le bonheur & le bien être du Royaume, mais encore sa propre existence ne peut se trouver